



Palestine: Occasions manquées (liste non exhaustive)

Par [Uri Avnery](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2006

Gush Shalom, Association France Palestine
Solidarité (traduction de l'anglais) 31 mai
2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

« Les Palestiniens ne ratent jamais une occasion de rater une occasion ! » - cette phrase, lancée par Abba Eban, est devenue une tautologie. Elle illustre aussi un sage dicton talmudique : « Les défauts que l'on voit chez les autres reflètent (en réalité) nos propres défauts. »

Il n'y a aucun doute que, depuis le début du conflit, les Palestiniens ont manqué des occasions. Mais celles-ci sont négligeables comparées aux occasions manquées par l'Etat d'Israël durant ses 58 années d'existence.

La liste qui suit est loin d'être complète.

AU LENDEMAIN de la guerre de 1948, quand Israël a été fondé, nous aurions pu parvenir à la paix.

Pendant la guerre, tout le territoire dans lequel, aux termes de la résolution des Nations unies de novembre 1947, l'Etat arabe palestinien aurait dû être établi, était occupé par Israël, la Jordanie et l'Egypte. Israël en a conquis et annexé environ la moitié, et le reste a été divisé entre la Jordanie (qui a annexé la Cisjordanie) et l'Egypte (qui a occupé la bande de Gaza). Plus de la moitié des Palestiniens ont été chassés de leurs maisons - en partie par la guerre elle-même, en partie par une politique israélienne délibérée. Le nom Palestine a disparu de la carte.

Dans la ville suisse de Lausanne, un comité tripartite, représentant les Etats-Unis, la France et la Turquie, a été mis sur pied pour servir de médiation entre les parties. Les Palestiniens n'avaient pas été invités, puisqu'ils n'étaient plus reconnus comme une entité politique. Mais une délégation de trois éminents Palestiniens est apparue, en principe pour parler au nom des réfugiés, mais en réalité pour représenter le peuple palestinien. Ils ont contacté le représentant israélien, Eliyahou Sassoon, et ont proposé d'ouvrir des négociations de paix directes. Sassoon a refusé sur instructions de Jérusalem.

David Ben Gourion ne voulait aucune négociation qui aurait pu l'obliger à reprendre ne serait-ce que quelques réfugiés, et peut-être même à rendre une partie du territoire qui venait d'être occupé. Malgré ce que dit la résolution de l'ONU, il était déterminé à empêcher à tout prix l'établissement d'un Etat palestinien. Il croyait que la question palestinienne avait été réglée, que le nom même de Palestine avait disparu pour toujours, que le peuple

palestinien avait cessé d'exister. Beaucoup de sang a été versé à cause de cette erreur monumentale.

EN JUILLET 1952, la révolution des Officiers Libres a eu lieu en Egypte. Une seule voix en Israël s'en est félicitée publiquement – l'hebdomadaire Haolam Hazeh, que je dirigeais. Ben Gourion a cependant lancé pour la forme un appel au chef en titre de la révolution, le vieux général Muhammad Naguib, mais dès le moment où il est devenu clair que le vrai dirigeant était Gamal Abdel Nasser, Ben Gourion lui a déclaré la guerre. L'arrivée d'Abdel Nasser a effrayé Ben Gourion, parce que c'était un Arabe d'un nouveau type : un officier jeune, énergique, charismatique, aspirant à l'unité du monde arabe.

De son accession au pouvoir jusqu'à sa mort 18 ans plus tard, le dirigeant égyptien a envoyé maintes et maintes fois des signaux pour voir si un règlement avec Israël était possible. Ben Gourion a rejeté toutes ces tentatives et s'est préparé méthodiquement à la guerre de 1956 dans laquelle Israël a essayé, en liaison avec la France et la Grande-Bretagne, deux puissances coloniales prédatrices à l'époque, de renverser Abdel Nasser. Il a ainsi donné d'Israël, pour des générations, l'image d'une greffe étrangère à la région, d'une tête de pont de l'Occident hostile.

Ben Gourion était un ennemi juré de l'idée panarabe et a tout fait pour empêcher sa réalisation – effort qui a été couronné de succès par son héritier, Levy Eshkol, dans la guerre de 1967. Comme de nombreuses décisions des gouvernements israéliens, celle-ci aussi portait en elle une contradiction. Presque tous les Palestiniens adulaient Abdel Nasser. Ils étaient prêts à laisser l'identité palestinienne se fondre dans le panarabisme. Ce n'est qu'après la défaite du panarabisme, en particulier à cause d'Israël, que l'identité palestinienne est revenue sur le devant de la scène.

Il est difficile d'évaluer la sincérité des dizaines de signaux de paix qu'Abdel Nasser a lancés au cours des années. Ils n'ont jamais été mis à l'épreuve.

L'OCCASION HISTORIQUE, la mère de toutes les occasions, s'est présentée avec la guerre des Six-Jours.

L'armée israélienne a remporté une victoire incroyable sur quatre armées arabes. Après les six jours, Israël était en possession de tout le territoire de la Palestine historique, ainsi que de la péninsule du Sinaï et des hauteurs du Golan. L'ensemble du monde arabe a été humilié et affaibli, et il a réagi par des phrases vides et belliqueuses (les fameux « Non » de Khartoum). Le peuple palestinien était en état de choc. C'était un des rares moments historiques où tout un peuple peut changer ses conceptions fondamentales.

A ce moment capital, nous aurions pu faire la paix avec le peuple palestinien et lui proposer de vivre dans un Etat libre qui lui soit propre, à l'intérieur des frontières d'avant la guerre, en paix avec Israël. Alors que la guerre n'était pas encore finie, j'ai personnellement proposé cette approche au Premier ministre Levy Eshkol. Il a d'emblée repoussé l'idée. La tentation d'acquérir de nouveaux territoires et de s'y installer était simplement trop forte.

(Je dois expliquer ici pourquoi je parle de moi dans cet article. J'ai été le témoin oculaire de nombreux événements, et pour nombre d'entre eux, je suis désormais le seul témoin restant.)

J'ai soulevé l'idée maintes et maintes fois à la Knesset dont j'étais membre à l'époque. Pour

renforcer mes arguments, j'ai eu une série de conversations avec les dirigeants locaux de la communauté palestinienne et j'ai pu vérifier qu'ils étaient prêts à établir un Etat palestinien plutôt que de revenir sous administration jordanienne. J'ai en ma possession un document signé par le conseiller du Premier ministre pour les territoires occupés, Moshe Sassoon (fils du Sassoon de l'affaire de Lausanne) dans lequel il confirme mes conclusions.

Nous avons manqué l'occasion de faire la paix avec la direction conservatrice, modérée de la communauté palestinienne - et, à la place, nous avons eu l'OLP.

EN OCTOBRE 1973, la guerre du Kippour (ou du Ramadan) a éclaté. La responsabilité principale de cette guerre incombe au Premier ministre Golda Meir qui a rejeté avec arrogance et brutalité toutes les propositions de paix du Président égyptien Anouar el Sadate

Malgré les revers initiaux israéliens, la guerre s'est terminée par une victoire militaire israélienne. Yasser Arafat, déjà chef incontesté du peuple palestinien, en a tiré la conclusion qu'il était impossible de vaincre Israël militairement. Arafat, dirigeant sage et pragmatique, a décidé que pour atteindre les objectifs nationaux palestiniens, il fallait parvenir à un accord avec Israël.

Il a donné des instructions à ses proches pour qu'ils établissent des contacts secrets avec des Israéliens ayant des liens au cœur de l'establishment israélien. J'ai moi-même transmis des messages de lui au nouveau Premier ministre Yitzhak Rabin. Comme Eshkol avant lui, Rabin était prêt à écouter patiemment. Mais il rejetait les appels du pied palestiniens. « Je ne ferai pas le premier pas vers une solution palestinienne », m'a-t-il dit en 1976, « parce que le premier pas conduira inévitablement à un Etat palestinien, ce que je ne veux pas. »

(Intermezzo : Rabin, comme toute la direction israélienne de l'époque, défendait l'« option jordanienne », à savoir la restitution au roi Hussein d'une partie des territoires occupés et l'annexion du reste à Israël. Un jour, le ministre des Affaires étrangères, Yigal Allon, a informé Rabin que Henry Kissinger proposait de rendre immédiatement Jéricho à Hussein afin qu'il ait un pied en Cisjordanie et peut-être qu'il puisse empêcher l'OLP de devenir le facteur dominant. Se souvenant que Golda Meir avait promis d'organiser des élections avant de rendre quelque territoire que ce soit, Rabin a répondu à Allon : « Je ne suis pas prêt à aller aux élections à cause de Jéricho ».)

Dès 1974, Arafat a persuadé le Conseil national palestinien (le parlement palestinien en exil) de prendre une résolution qui ouvrirait la voie à la solution de deux Etats. Il lui a fallu 14 années de plus pour obtenir du Conseil qu'il adopte une résolution proclamant officiellement l'Etat de Palestine sur une partie du pays - reconnaissant par là la souveraineté d'Israël sur 78% de la Palestine historique. C'était une décision révolutionnaire aux conséquences à long terme. Israël n'a pas entendu et n'a pas vu. Il a tout simplement ignoré cet événement.

EN NOVEMBRE 1977, Anouar al Sadate a fait une chose sans précédent dans l'Histoire : en dépit de l'état de guerre existant entre Israël et l'Egypte, il est venu à Jérusalem, le centre du camp ennemi. Il a offert la paix : pas seulement la paix entre deux Etats, mais entre Israël et tout le monde arabe, avec la Palestine en premier lieu.

Au début des négociations à Mina House au Caire, au pied des Pyramides, les Egyptiens ont hissé le drapeau palestinien parmi les drapeaux des autres pays arabes invités. La délégation d'Israël en a fait tout un drame, et les Egyptiens ont été contraints de descendre

les drapeaux.

A la Conférence de Camp David de 1978 où l'accord de paix israélo-égyptien a été discuté, Sadate s'est battu vaillamment pour un règlement du problème palestinien. Les fondations pour une paix israélo-palestinienne auraient pu être posées là. Mais Menahem Begin a refusé catégoriquement. A la fin, un document insignifiant a été adopté. Begin y reconnaissait « les justes exigences du peuple palestinien » mais il a immédiatement ajouté une lettre affirmant qu'il entendait par là « les Arabes de la Terre d'Israël ».

Arafat était présent à la session du parlement égyptien où Sadate a annoncé sa visite programmée à Jérusalem. Il a applaudi. Il a aussi proposé l'envoi d'une délégation palestinienne à Mina House. Cela a provoqué une révolte parmi ses collègues. C'est la seule fois au cours de sa longue carrière que la position d'Arafat s'est trouvée sérieusement menacée. Mais la situation aurait probablement été différente si Sadate avait obtenu l'accord de Begin pour l'établissement d'un Etat palestinien dans les territoires occupés comme il l'avait demandé. Il est possible que c'est cet échec qui a coûté la vie à Sadate.

EN SEPTEMBRE 1993, un an après le retour de Rabin au pouvoir, une percée historique a été réalisée. L'Etat d'Israël et l'OLP en tant que représentant du peuple palestinien, se sont enfin mutuellement reconnus et ont signé la déclaration de principes d'Oslo. Celle-ci prévoyait d'arriver à un Statut final dans les cinq ans.

Au dernier moment, les émissaires de Rabin, surtout des militaires, ont apporté beaucoup de changements dans le texte qui avait fait l'objet d'un accord. Les obligations israéliennes sont devenues beaucoup plus vagues. Arafat n'a pas fait attention. Il a cru en Rabin et était convaincu que l'accord conduirait nécessairement à l'établissement de l'Etat palestinien.

Mais depuis presque le tout début, Israël a commencé à violer l'accord. Des dates précises d'application avaient été fixées, mais Rabin a déchiré le calendrier convenu en déclarant qu'« il n'y a pas de dates sacrées ». Le passage entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, un point essentiel de l'accord, n'a pas été ouvert (jusqu'à aujourd'hui même). Le troisième et plus important « redéploiement » (retrait) de l'armée israélienne n'a pas du tout été effectué. Les négociations pour le statut final, qui étaient supposées être conclues en 1999, n'ont même pas commencé pour de bon.

En 2000, le Premier ministre Ehoud Barak a obligé Arafat à se rendre à une conférence à Camp David, sans aucune préparation ni discussions préalables. C'était la dernière occasion de parvenir à un accord avec Arafat, alors au faîte de son autorité.

Au contraire, Barak a traité Arafat avec un mépris affiché et lui a soumis ce qui équivalait à un ultimatum - une liste de dispositions qui pouvaient sembler « généreuses » du point de vue israélien mais qui étaient loin du minimum nécessaire pour Arafat. De retour en Israël, Barak a déclaré qu'Arafat voulait « nous jeter à la mer ». C'est ainsi que Barak a ouvert la voie à l'ascension d'Ariel Sharon et au siège d'Arafat qui s'est terminé par son assassinat.

Arafat était un rude leader nationaliste qui ne refusait aucun moyen pour obtenir la liberté pour son peuple - diplomatie, violence, même double langage. Mais il avait une énorme autorité personnelle, et il était capable non seulement de signer un accord de paix mais aussi de convaincre son peuple de l'accepter.

Ceux qui n'ont pas voulu du fort et charismatique Arafat ont eu Mahmoud Abbas à qui il

semble beaucoup plus difficile d'affirmer son autorité.

EN NOVEMBRE 2004, Arafat est mort. Dans des élections libres, une large majorité a choisi Mahmoud Abbas comme son successeur. « Abou Mazen », comme on le nomme généralement, a été longtemps identifié à l'idée de paix avec Israël, plus qu'aucun autre dirigeant palestinien important.

Le gouvernement israélien, qui avait diabolisé Arafat pendant de nombreuses années, aurait pu embrasser son successeur. C'était une autre occasion de parvenir à un compromis raisonnable. Il est vrai qu'Abbas n'a pas l'autorité d'Arafat, mais s'il était parvenu à obtenir des résultats politiques significatifs, sa position aurait été beaucoup renforcée. Mais le Premier ministre Ariel Sharon l'a boycotté, l'a ridiculisé en public en le traitant de « dégonflé », et a même refusé de le rencontrer.

Ceux qui ne voulaient pas Abbas ont eu Hamas.

EN JANVIER 2006, les Palestiniens ont élu le Hamas dans des élections qui ont été un modèle de démocratie.

Il y a eu plusieurs raisons à ce choix. Une partie de la direction palestinienne était devenue corrompue. Plus important : depuis les accords d'Oslo, les conditions de vie des Palestiniens sous occupation avaient considérablement empiré. Et, encore plus important : depuis les accords d'Oslo, les Palestiniens n'avaient pas accompli un seul pas vers l'établissement de l'Etat de Palestine, alors que les colonies s'étendaient et que l'occupation s'aggravait sans cesse. La « séparation » de Gaza, qui s'est faite sans aucun dialogue avec les Palestiniens, a servi de prétexte à Israël pour imposer un blocus sur la bande de Gaza et y rendre la vie insupportable.

Avec l'arrivée du Hamas au pouvoir, le gouvernement israélien a ressorti du grenier tous les vieux slogans qui avaient servi en leur temps contre l'OLP : que c'était une organisation terroriste, qu'elle ne reconnaissait pas à Israël le droit d'exister, que sa Charte appelait à la destruction d'Israël. Mais le Hamas s'est scrupuleusement abstenu d'attaques violentes pendant plus d'un an. Arrivant au pouvoir, il ne pouvait pas renier son idéologie du jour au lendemain, mais plus d'une fois il a trouvé le moyen de faire allusion au fait qu'il accepterait de négocier avec Israël et qu'il le reconnaîtrait à l'intérieur des frontières de la Ligne Verte.

Un gouvernement qui veut la paix aurait saisi l'occasion et mis le Hamas à l'épreuve des négociations. Au lieu de cela, le Premier ministre Ehoud Olmert a décidé de rompre tout contact avec lui et exigé des Etats-Unis et de l'Europe qu'ils affament littéralement les Palestiniens jusqu'à leur soumission.

La même règle va probablement s'appliquer de nouveau : ceux qui ne veulent pas du Hamas auront le Djihad islamique.

DANS TOUTE la région, les éléments islamistes extrémistes se renforcent. Une des raisons en est la blessure ouverte du problème palestinien au cœur du monde arabe.

Pendant 58 ans, nos gouvernements ont manqué chaque occasion de panser cette blessure. Nous aurions pu parvenir à la paix entre Israël et des leaders nationalistes palestiniens laïques. Si le conflit, Dieu nous en garde, se transforme en un affrontement entre religions, il n'y aura plus d'occasions de manquer des occasions - il n'y aura tout simplement plus d'occasions du tout.

Le nombre d'occasions rejetées et la façon dont elles ont été foulées au pied par tous les gouvernements israéliens peuvent conduire à la conclusion qu'ils ne veulent pas du tout la paix. Il y a toujours une tendance en Israël qui préfère l'expansion et la colonisation au compromis et à la paix. Selon cette conception, il n'y a toujours « personne à qui parler », il n'y a « pas de solution », nous allons « toujours vivre par l'épée ». Les mesures « unilatérales » dont le but réel est d'annexer le plus de territoires possible répondent à cette tendance.

Si cette tendance triomphe finalement en Israël, ce sera un désastre pour l'Etat qui vient tout juste d'avoir 58 ans.

Mais il faut se souvenir qu'il y a également des tendances en Israël qui vont dans une autre direction. Lentement mais régulièrement, l'illusion qu'il y a, ou qu'il peut y avoir, une solution militaire au conflit s'évapore. En même temps, le soutien à un Grand Israël et aux colonies diminue. L'implosion du Likoud et le soutien grandissant à la « Convergence » sont des étapes sur le chemin d'une approche réaliste.

Si ce processus se poursuit, il deviendra clair qu'il y a des occasions. Tout ce que nous avons à faire, c'est de les saisir des deux mains.

Article publié en hébreu et en anglais sur le site de Gush Shalom le 28 mai 2006 - Traduit de l'anglais « Missed opportunities (partial list) : RM/SW

La source originale de cet article est Gush Shalom, Association France Palestine Solidarité (traduction de l'anglais)

Copyright © [Uri Avnery](#), Gush Shalom, Association France Palestine Solidarité (traduction de l'anglais), 2006

Articles Par : [Uri Avnery](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca